

Contexte

Le problème de la réflexion sur le développement et conséquemment de la formulation et de la mise en œuvre des politiques de développement demeure objet de débats actuels notamment sur la scène africaine. Il faut remonter un peu en arrière dans le temps pour constater que ces questions ne sont pas totalement nouvelles. Déjà la période couvrant la fin de la deuxième guerre mondiale jusqu'à la fin des années 50 marque l'émergence des premières analyses consacrées à la question du développement. On cherche alors à comprendre les facteurs explicatifs du retard et des écarts observés entre les pays industriels et les pays sous-développés.

Plusieurs concepts et approches de développement, du reste, non appropriés par les dirigeants et intellectuels africains. Ont été avancés depuis les indépendances à nos jours:

- **décennie 1960** : sous-développement ;
- **décennie 1970** : pays en voie de développement ou en émergence, transfert de technologie ;
- **décennie 1980** : notion de l'environnement avec le sommet mondial à Rio en Juin 1992 ;
- **décennie 1990** : plusieurs concepts à la fois : développement durable, démocratisation de l'Etat et de la société, l'Etat de droit et la bonne gouvernance ;
- **décennie 2000** : lutte contre la pauvreté, mondialisation de l'économie, etc.

Ces différentes approches ont produit les modèles de développement comme

- l'exploitation par la partition et l'hégémonisme (période coloniale)
- le néocolonialisme et les concepts de développement qui l'ont alimenté avec pour corollaire une croissance sans développement
- le néolibéralisme des années 1981 à partir des programmes d'ajustement structurel entraînant la destruction des grands équilibres de la société et le développement exceptionnel de la pauvreté
- la mondialisation de l'économie entraînant la démocratisation de l'Etat et de la société et les crises socio-politiques aiguës dans la sous-région
- la crise financière actuelle et les faillites de l'approche néolibérale.

Aujourd'hui l'analyse du développement semblent se focaliser presque exclusivement sur les facteurs d'accélération de la croissance et de modernisation des économies. En effet il est apparu au cours de la période couvrant les années 60 et 70 une prise de conscience rapide en Afrique et en Asie admettant que la consolidation de statut politique sur la scène mondiale ne peut être assurée que si la croissance économique et le développement suivent et permettent la création d'un flux de richesses abondant, garantissant le bien-être de l'ensemble des populations.

On admet alors qu'il faut engager ces économies dans un processus d'industrialisation qui accroît la production. Un accent particulier est mis sur les obstacles structurels internes et sur les facteurs qui dans ces économies doivent être mobilisés pour enclencher une dynamique de croissance autoentretenu.

La convergence des analyses en faveur des transferts massifs de capitaux financiers des économies en développement s'explique par le fait que les diverses théories prennent appui

sur l'exemple des pays développés où le développement industriel a joué un rôle déterminant, où l'accumulation et la mobilisation du capital physique apparaissent comme des facteurs décisifs. Pourtant les résultats du développement industriel sont demeurés modestes. Les stratégies d'industrialisation par substitution aux importations mises en place avaient de faibles relations avec le secteur agricole. En somme les performances se sont révélées décevantes.

Si les questions de croissance et de développement avaient retenu l'attention des économistes classiques depuis A. Smith, l'économie du développement fait son apparition comme nouvelle branche de la Science économique dans les années 1950 alors que de nombreux pays accèdent à l'indépendance en Afrique et en Asie. On assiste ainsi à l'émergence du Tiers monde, ce qui explique le regain d'intérêt pour l'étude des économies en développement.

Les travaux des « pionniers » prennent deux directions : certains considèrent que le sous-développement est en fait un retard de développement (W. Rostow, R. Nurkse, A. Lewis) tandis que d'autres, les structuralistes, le voient comme un phénomène historique lié à la désarticulation des structures productives (R. Prebisch, F. Perroux, G. Myrdal, A. Hirschman). Les solutions préconisées sont plutôt interventionnistes et fondent les projets de développement autocentrés, basés sur les stratégies de substitution aux importations.

La Conférence de Bandoeng a hâté la mise en place de nouvelles institutions internationales chargées de mettre en œuvre le modèle de développement défini par les Etats industrialisés :

1956 : création de la Société financière internationale pour favoriser les investissements privés

1958 : création d'un fond spécial des Nations Unies pour le développement économique, qui fusionnera en 1965 avec le Programme élargi d'assistance technique, institué lui en 1949, pour former le Programme des Nations Unies pour le Développement PNUD

1964 et 1966 : banques régionales de développement pour l'Afrique et pour l'Asie

En 1962, l'Assemblée Générale des Nations Unies proclame la première décennie des Nations Unies pour le Développement. Il est précisé dans le Rapport du Secrétaire Général que « le développement n'est pas simplement synonyme de croissance économique ; c'est une croissance économique accompagnée de transformations » (« Décennie des Nations Unies pour le Développement, Mesures proposées, Rapport du Secrétaire Général, New-York, 1962, cité par G. Rist op. cit. p. 149). Malgré le bémol, précisons que dans ce rapport la croissance reste le noyau dur du développement.

Dans les années 1960 est posé le cadre dans lequel se dérouleront les futures actions en faveur du développement. Les décennies 70 et 80 ont vu fleurir de nombreuses expériences et propositions parfois diamétralement opposées qui eurent plus ou moins de retentissement sur le plan international : de la « self-reliance » (ou développement autocentré) de Julius Nyerere, en passant par les propositions pour un Nouvel Ordre Economique International, jusqu'aux programmes d'ajustement structurel.

Dans les années 1960 et 1970, le mouvement tiers-mondiste va profiter du relatif échec de ces expériences pour avancer l'idée que le sous-développement est la conséquence de la domination des pays capitalistes développés sur les pays du Tiers monde, ce qui rend tout

rattrapage impossible. C'est à cette période que s'affirment les théories de la dépendance, basées sur une analyse centre-périphérie (C. Furtado, S. Amin, P. Baran), et les théories néo-marxistes de l'échange inégal (A. Emmanuel).

Le ralentissement économique des années 1970 consécutif à la crise du capitalisme, et la crise de la dette largement provoquée par le retournement des politiques monétaires et la libéralisation financière, vont mettre à mal les approches hétérodoxes du développement et l'on assiste alors à un virage libéral au début des années 1980. L'heure est à l'application du consensus de Washington par l'intermédiaire des Plans d'Ajustement Structurel. L'objectif est d'intégrer les pays en développement au sein du marché mondial en construction.

Après plus d'un demi siècle de politiques de développement, la situation des pays du Tiers monde n'est guère reluisante. Il y a, par exemple, toujours 2,9 milliards de personnes qui vivent avec moins de deux dollars par jour ; les sept plus grosses fortunes du monde possèdent ensemble plus que le PIB total du groupe des 49 pays les moins avancés (PMA) où vivent 650 millions d'individus ; au rythme actuel, le PNUD considère qu'il faudrait 130 ans pour éliminer la faim dans le monde.

A l'échec de toutes ces prétendues décennies du développement, qui n'ont pu réaliser leur objectif de satisfaction des besoins humains essentiels, s'ajoute la multiplication des désastres écologiques constatés et annoncés à cause d'un fonctionnement de l'économie mondiale qui a pour seule boussole le profit maximum immédiat.

Face à ce double désastre, social et écologique, on voit émerger aujourd'hui plusieurs réactions venues d'horizons opposés :

La première est celle des institutions financières internationales, celles-là mêmes qui ont mené et continuent de mener les politiques libérales d'ajustement, et qui tentent d'habiller celles-ci du pseudo paradigme de la « bonne gouvernance » et d'un objectif affiché de « lutte contre la pauvreté ».

La seconde est celle des institutions politiques internationales, surtout l'ONU et son PNUD, qui ont réussi à faire accepter le concept de « développement soutenable » ou « durable » comme nouvel objectif mondial, au point que pas un gouvernement, pas une institution, pas une grande entreprise, ne le reprenne à son compte, et l'on ne voit guère d'ONG ou de représentants des mouvements sociaux qui ne fassent de même ; cette unanimité suspecte semble prouver que le concept a besoin d'être précisé et qu'il lui manque pour l'instant un contenu se démarquant véritablement des échecs passés.

La troisième est celle d'un courant, lui-même issu de plusieurs sources, qui, prenant acte du double échec mentionné ci-dessus, se positionne sur une ligne de refus du développement, au motif que celui-ci, né en occident, ne pourrait être que l'expression de la domination économique, politique et culturelle de l'occident sur le reste du monde, et qu'il conviendrait donc de se projeter dans un « après-développement ».

L'irruption des pays émergents dans les relations économiques internationales, la fin de l'antagonisme Est-Ouest, la répétition des crises et l'aggravation de la situation des pays les plus pauvres vont forcément changer la manière de systématiser le développement. Car aujourd'hui, en l'espace de moins de 50 ans, de considérables écarts de développement différencient aujourd'hui les pays qualifiés auparavant de « sous-développés. »

Toutes ces considérations mais surtout la crise profonde du système néolibéral imposent à tout le monde de revisiter toutes les approches de développement et de revoir les paradigmes en cours. L'idéologie néolibérale n'est-elle pas synonyme de crises récurrentes ? Que vaut le profit comparé au partage équitable ?